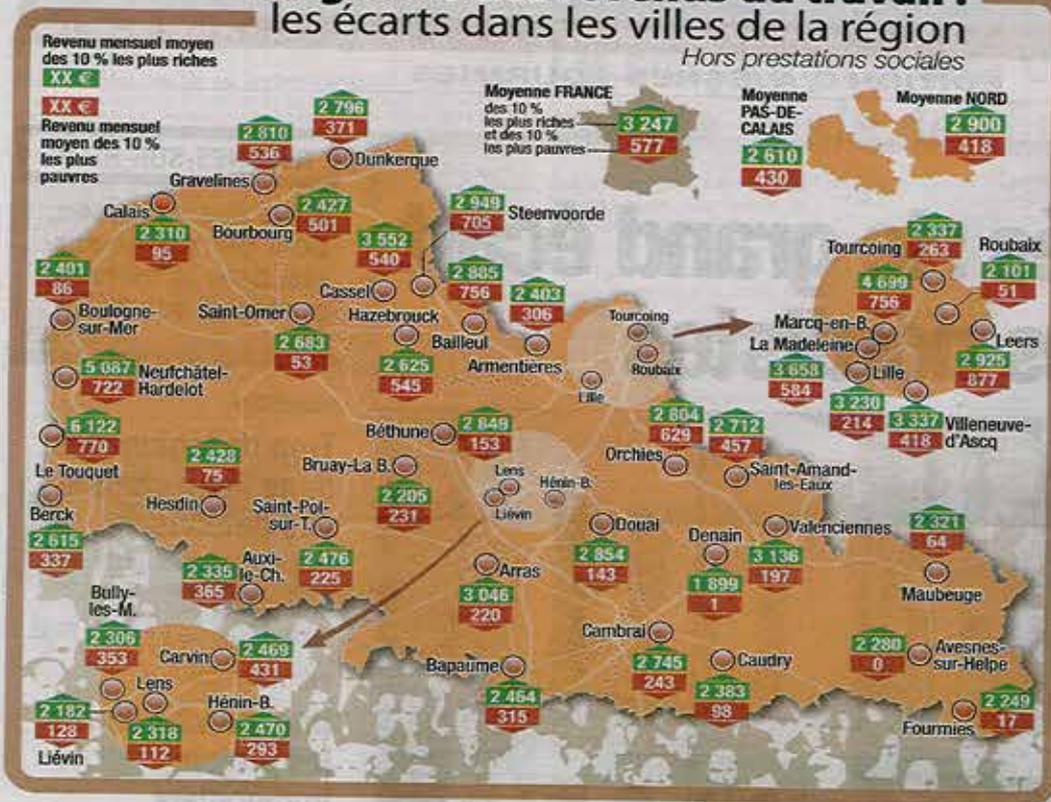


INÉGALITÉS

Entre richesse et pauvreté,

Inégalités des revenus du travail : les écarts dans les villes de la région

Hors prestations sociales



Part de la population sous le seuil de pauvreté (977 euros/mois en 2011) dans les villes de plus de 20 000 habitants

Denain	45%
Roubaix	45%
Maubeuge	37%
Boulogne-sur-Mer	32%
Lens	32%
Liévin	32%
Grande-Synthe	31%
Calais	30%
Douai	28%
Armentières	25%
Arras	25%
Béthune	25%
Bruay-La Buissonnière	25%
Cambrai	25%
Lille	25%
Mons-en-Baroeul	25%
Tourcoing	25%
Valenciennes	25%
Hénin-Beaumont	24%
Dunkerque	21%
Loos	20%
Villeneuve-d'Ascq	19%
Wattrelos	19%
Coudekerque-B.	16%
Hazebrouck	16%
Croix	15%
Halluin	15%
La Madeleine	14%
Lambertart	10%
Marcq-en-Baroeul	10%
Wasquehal	9%



Le Nord - Pas-de-Calais est une terre de contraste. Bien loin de l'homogène Bretagne, la grande richesse côtoie ici la pauvreté, et ce, souvent dans une seule et même commune. La région excelle dans le grand écart. Le comparateur des territoires (1), en s'appuyant sur les données de l'INSEE de 2011, en fait la preuve.

PAR CARINE DI MATTED
region@lavoxdunord.fr
INFOGRAPHIE GIEM

1. Un camail de richesses.
Dans le Pas-de-Calais, la moitié de la population gagne plus de 1 348 euros par mois et par personne, hors impôts et hors prestations sociales. L'autre moitié touche moins. C'est le revenu médian le plus faible de France. L'Aude, avec 1 355 euros, et la Creuse, avec 1 359 euros, le devançant de peu. Dans ces deux départements, la pauvreté s'explique par la forte proportion de personnes âgées. Leurs revenus, plus bas que ceux des actifs, font chuter

la moyenne. Dans la région, elle est liée au chômage, nous dit l'INSEE. Les Nordistes gagnent un peu plus que leurs voisins du Pas-de-Calais : 1 433 euros. Ce qui reste en dessous de la moyenne nationale (1 602 euros), et surtout loin derrière les Parisiens (2 153) et les habitants de Haute-Savoie (1 942). À l'intérieur des deux départements nordistes, une grande disparité. Sur les premières marches du classement, Bondoues avec 2 694 euros, Méricennes (2 612), Chéreau (2 249), Marcq-en-Baroeul (2 084), et Mouvaux (2 065). À l'opposé, Denain avec 797 euros, Roubaix (803), Louvroil (832), Lourches (840) et Avesnes-sur-Helpe (931).

2. Le podium des inégalités.
« Le Nord - Pas-de-Calais est une des régions où les inégalités au sein d'une même ville sont les plus fortes », analyse Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire des inégalités, chargé d'études au Centre d'observation et de mesure des politiques sociales. C'est le pot de la pauvreté : on

voit une bourgeoisie économique très implantée, et les restes du passé industriel. » Dans le Pas-de-Calais, les 10 % les plus riches vivent avec plus de 2 610 euros par mois, les 10 % les plus pauvres avec moins de 430 euros. Dans le Nord, c'est 2 900 et 418 lorsqu'en France, les revenus montent à 3 247 et 577 euros. « On retrouve de telles disparités dans le nord-est de la banlieue parisienne et dans les grandes villes du Sud, ajoute Louis Maurin. Tout l'inverse des régions de l'Ouest où les écarts sont moins grands. Elles ont moins été touchées par la révolution industrielle. » Dans la région, trois villes se distinguent particulièrement par leur grand écart : Roubaix, Neufchâtel-Hardelot et Avesnes-sur-Helpe. Le Touquet et Saint-Omer les suivent de très près. À l'inverse, Leers est une des villes les plus équilibrées. Les 10 % les plus riches touchent au moins 2 925 euros, les plus pauvres 877.

Lille, quant à elle, est plus inégalitaire que ses homologues de même

taille : Bordeaux et Rennes.

3. L'impact des prestations sociales.
À Fourmies, les 10 % les plus pauvres vivent avec moins de 17 euros par mois, hors prestations sociales. À Condé-sur-l'Escaut, c'est 35 euros, à Saint-Omer 53, Maubeuge 64, et à Avesnes 73. Les prestations sociales peuvent représenter une grande partie des revenus des foyers les plus démunis. Elles nuancent la donne, mais ne la changent pas fondamentalement. Roubaix et Denain auraient ainsi 45 % de leur population qui vivrait en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 977 euros par mois. À Maubeuge, ce serait 37 %, à Boulogne-sur-Mer, Lens et Liévin 32 %. Bien loin devant Wasquehal et ses 9 %.

► 1. Cet outil a été créé par le Centre d'observation et de mesure des politiques sociales avec la Gazette des communes et l'Observatoire des inégalités. Les chiffres sont calculés pour l'équivalent d'une seule personne, hors impôts, hors prestations sociales. Pour retrouver les chiffres de votre commune : <http://www.comparateurterritoires.fr/>

ZOOM

Le cas Roubaix
À Roubaix, les 10 % les plus riches de la population gagnent 2 101 euros. Les plus pauvres, moins de 51 (hors prestations sociales). Au XIX^e siècle déjà, elle était une ville inégalitaire. Entre 1840 et 1930, Roubaix connaît une formidable poussée industrielle. La ville grandit comme un champignon autour de ses entreprises. Textile, métallurgie, emplois de service... Le besoin de main-d'œuvre est grand. Les courées sont inventées pour loger les nouveaux venus. Les patrons vivent à côté des ouvriers. Lorsque la crise arrive, la plupart des bâtiments ont déjà commencé à se dégrader. Lorsqu'elle s'accroît, la plupart des plus riches restent sur place, les plus pauvres aussi. « C'est la classe moyenne qui est partie », analyse Luc Hossepied, journaliste et auteur de plusieurs ouvrages sur la ville. Roubaix est une ville pauvre, mais solidaire. Elle continue d'attirer les populations démunies, grâce à ses politiques sociales développées. Luc Hossepied explique : « L'un des défis qu'elle a maintenu, c'est de faire remonter la classe moyenne. » ■ C. Di M.

LA VOIX DU NORD
SAMEDI 10 MAI 2014

RÉGION

3

le grand écart des villes



**Avesnes-sur-Helpe
a eu ses riches**

**Neufchâtel-Hardelot
a ses pauvres**

« Vraiment ? Je suis étonnée. » Marie-Annick Dezitter, maire UMP d'Avesnes-sur-Helpe (5 500 habitants), ne soupçonnait pas que sa commune puisse être l'une des plus inégales de la région. Les plus pauvres n'y ont aucun revenu du travail, les 10 % les plus riches perçoivent en moyenne 2 280 euros par mois.

« Quand j'étais jeune, je venais à Avesnes avec ma grand-mère pour le marché, se souvient Jacques Maton (notre photo), le trésorier de la Société archéologique de la ville. On traversait des rues entières couvertes de commerces : des épiciers, des libraires, des horlogers... Grosso modo, tout le centre-ville était commerçant. » C'était l'émerveillement pour cet enfant de Dompièrre-sur-Helpe, un petit village à quelques kilomètres de là.

« Et tout le monde connaissait tout le monde. Le dimanche, on voyait le juge, le médecin et le boucher jouer aux cartes au Carillon, un café-hôtel sur la place. » Avesnes était riche du textile et des forges. La haute ville, avec ses belles rues aux maisons de maître, était le lieu de vie de la bourgeoisie locale.

Les ouvriers habitaient dans la ville basse. Les deux mondes tenaient à l'intérieur des rem-

parts qui continuent de ceindre la commune de leurs murs sombres. Une partie des commerces ont fermé, sauf dans le centre-ville. Les locaux commerciaux ont été transformés en appartements, tout comme une partie des grandes demeures qui entourent la mairie. Ces petits logements attirent les personnes seules ou les couples, et conduisent les familles à aller chercher plus loin.

« C'est à cause de la taxe d'habitation », glisse un agent immobilier qui tient à rester anonyme. Lors du dernier conseil municipal, elle est passée récemment de 20,74% à 20,28% pour tenter de rendre la ville plus attractive.

« Avec les remparts, on n'a pas de terrains sur lesquels les familles pourraient faire construire, ni la possibilité d'accueillir des entreprises », explique Marie-Annick Dezitter. C'est aussi sur les abords de la ville que compte l'élite.

« Nous avons deux projets avec la communauté de communes du Cœur de l'Avesnois : la création d'une zone d'activité et d'une zone commerciale à Avesnelles (le bourg moyen). L'hébergement d'activités tertiaires de pointe dans l'ancien tribunal. Tout cela devrait créer une dynamique économique dont la population sera bénéficiaire. » À partir de 2016. ■ C. Di M.

PHOTO SAMI BELLUCCI

Neufchâtel-Hardelot : sa plage, ses deux golfs et ses villas rutilantes. Bienvenue dans une ville à l'image cossue. Ici, les 10 % les plus riches gagnent au moins 5 087 euros par mois. Très confortable. Ce qu'on imagine moins, c'est que les 10 % les plus pauvres atteignent péniblement les 722 euros par mois, hors prestations sociales.

On se pince pour y croire, il y aurait donc des ménages modestes dans la cité balnéaire. Mais dès qu'on interroge les habitants de cette commune d'environ 3 900 âmes, on comprend mieux le paradoxe. Ça peut paraître bête à dire mais à Neufchâtel-Hardelot, il y a Neufchâtel et Hardelot. Jean-Pierre Pont, le maire, entre dans le détail : « Hardelot est habitée par des cadres supérieurs, des professions libérales. Le bourg même est plutôt ouvrier. Les catégories socioprofessionnelles sont différentes d'une partie à l'autre de la commune. Vous retrouvez ça à Paris, par exemple, entre le XVI^e arrondissement et les abords de la gare du Nord. Pour une fois, ce n'est pas la faute du maire ! » Cette différence criante entre Neufchâtel et Hardelot est illustrée par Guillaume, un jardinier : « Je suis de Neufchâtel mais je bosse ici à Hardelot pour environ 1 000 € par mois. À Hardelot, les maisons sont très chères. Ce n'est pas le même monde. » Une Jaguar passe. Guillaume

sourit : « C'est mieux que ma 207. » Et les relations avec les habitants d'Hardelot ? « Certains sont sympas. Mais il y a des moments où on se demande si on existe. »

Du temps où il était premier adjoint et conseiller régional, Bernard Delecour (notre photo) s'est confronté à cette frontière entre les deux entités. En pure perte. Avec une élégance et un phrasé dignes de Jean d'Ormesson, il en donne la preuve par l'exemple : « Pendant deux mandats, j'ai essayé de gouverner cette différence sociologique. Lors du festival

de musique classique, j'ai voulu organiser un concert à Neufchâtel plutôt qu'à Hardelot. Ça a été un fiasco. Les habitants du festival ne sont pas venus, les Neufchâtelois non plus. Il y a une barrière entre les deux pôles. C'est une commune bipolaire. » Une barrière sociologique mais aussi politique. Lors de la présidentielle, on vote plutôt à gauche à Neufchâtel et plutôt à droite à Hardelot. Autre scission, les deux entités sont séparées par une route départementale et une distance de près de six kilomètres. Neufchâtel et Hardelot irréconciliables ? Bernard Delecour veut être optimiste : « À Hardelot, il y a une solidarité de fait avec Neufchâtel, ce sont les impôts locaux. Les ressources viennent à 75% d'Hardelot. » ■ PIERRE-LAURENT FLAMEN

PHOTO GUY DROLLET

« Les ressources viennent à 75 % d'Hardelot. »